

Par définition un virus n'est pas palpable, invisible et sournois.

Dès lors, nous vivons une période difficile où le virus sanitaire occupe les espaces privés et publics et un autre virus, celui de la violence, envahit nos esprits et divise notre nation.

Le droit à l'expression est dans notre constitution et notre ADN historique.

Il ne saurait être compromis par quelconque croyance, les principes de laïcité de notre pays sont restés.

C'est un combat au quotidien pour faire vivre ces principes du "bien vivre ensemble" et ceux qui s'en servent, de tout bords, pour diviser les humains, sont à combattre quoiqu'il en coûte!!!

Notre organisation syndicale rejette toutes formes de discriminations et dans nos statuts figure le mot humaniste :

"Philosophie qui place l'homme et les valeurs humaines au-dessus de toutes les autres valeurs."

Les périodes troubles que nous vivons doivent nous rappeler combien l'unité est plus forte que les divisions.

Les attentats visent à nous déstabiliser, à nous désunir et attaquer nos principes de liberté si chèrement acquis.

La crise sanitaire est un facteur d'aggravation des attaques sur nos libertés.

Nous devons consentir à en restreindre, confinement oblige, pour mieux les retrouver, mais ne jamais lâcher sur notre liberté d'expression.

Combattre les idées préconçues, nous unir lorsque les inégalités deviennent flagrantes, voilà ce qui nous anime.

Ce sont ces principes qui nous poussent à agir au quotidien dans notre champ d'action syndical.

Les militants de notre syndicat sont sur tous les fronts et notre maillage au sein du CD82 nous permet de comprendre les desseins de notre administration.

VIGIPIRATE :

Le plan vigipirate est renforcé, notamment dans les lieux accueillant du public.

Des menaces ont été également faites, anonymement, dans une MDS (maison des solidarités) fait très grave.

Au niveau syndical, nous intervenons directement auprès du directeur du PSH, DGS, menaçant par un droit de retrait pour la protection des agents...

La circulaire du 2 novembre sur la protection des agents vient appuyer notre détermination à protéger les agents dans l'exercice de leurs missions.

Vigiles, fermeture, soutien psy... Nous y veillons!!!

Dans les collèges :

Soyez très attentifs aux collègues qui œuvrent à l'accueil. Toutes les protections doivent être activées pour protéger leurs vies !!! Barrières.. Distance avec le public...renfort avec administration... Ne pas hésiter à solliciter de vos interrogations à ce sujet les directions des collèges.

Vous ne vous sentez pas assez protégé : alerte à vos supérieurs et NOTER sur le REGISTRE de sécurité.

Le droit de retrait est encadré.

Nous contacter si rien n'est fait pour votre protection.

TELETRAVAIL ou travail à distance :

Le PCA (plan de continuité d'activité) diffusé ce mardi 3 novembre par notre collectivité va à l'encontre des circulaires successives **préconisant le travail à distance comme norme et le présentiel comme exception.**

De plus ce PCA, n'a pas été soumis aux représentants du personnel comme cela doit être.

La FSU avait alerté contre ce dysfonctionnement lors du premier confinement.

Las, ici, on n'écoute personne et on se fie du droit et des partenaires sociaux!!!

Travail/ pause restreinte/ repas solo pris dans un bocal/travail/ manger/ dodo...

Quid des personnels à risque?

Aucune considération!!! Ni de notes...

Les demandes sont la, la continuité du service public est et serait assurée si la volonté était la.

Le télétravail ouvre un débat, c'est certain, il existe dans notre syndicat et cela est sain.

Mais le travail à distance, comme lors du premier confinement est possible et nécessaire dans certains services.

La FSU demande la prime repas (17,50€) pour tous les agents en présentiel ou en travail à distance.